

L'UPR salue le remaniement britannique et demande au gouvernement français et aux médias nationaux d'en tirer des conséquences



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU MARDI 15 JUILLET 2014



L'UPR salue le [remaniement ministériel britannique](#) et demande au gouvernement français et aux médias nationaux d'en tirer les conséquences.

L'Union Populaire Républicaine (UPR) salue le remaniement ministériel significatif que vient de décider le Premier ministre britannique pour tenir compte des dernières élections européennes.

David Cameron a tiré les conséquences logiques du scrutin en décidant :

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

- de faire partir du gouvernement britannique le plus européiste de ses ministres, Kenneth Clarke,
- et de promouvoir au contraire les deux ministres qui s'étaient déclarés, le 13 mai 2013, en faveur d'une sortie du Royaume-Uni de l'UE : Philip Hammond, qui passe du portefeuille de ministre de la défense au portefeuille emblématique de ministre des affaires étrangères ; et Michael Gove, qui abandonne le ministère de l'éducation pour prendre le poste de coordination gouvernementale et parlementaire très puissant de *Chief Whip*.

Ce remaniement ministériel est conforme à l'esprit de la démocratie, qui impose à tout gouvernement, après chaque scrutin national, de tenir compte de façon scrupuleuse et opérationnelle du souhait majoritaire des électeurs.

Cette attitude digne contraste de façon éclatante avec la détestable situation française. L'UPR rappelle en effet qu'en dépit du désaveu électoral cinglant subi par le Parti Socialiste aux dernières élections européennes - comme d'ailleurs par l'UMP -, et en dépit de la poussée de toutes les forces eurocritiques – dont l'UPR -, le gouvernement français s'est refusé à tirer la moindre conséquence tangible allant dans le sens des résultats.

Pire encore, François Hollande s'est fait l'ardent promoteur de la candidature de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission européenne, c'est-à-dire du plus fédéraliste et du plus atlantiste candidat qui soit. Comme toute la classe européiste française, le chef de l'État n'envisage de répondre aux électeurs qu'en accélérant la fuite en avant que ces électeurs, précisément, rejettent.

Le remaniement ministériel britannique est riche de deux enseignements supplémentaires :

- d'une part, **la preuve est faite que les plus hauts responsables gouvernementaux d'un très grand État européen allié de la France, et l'une des plus vieilles démocraties du monde, peuvent rationnellement et légitimement vouloir faire sortir leur pays de l'Union européenne, sans être pour autant ni des incompetents, ni des irresponsables, ni des extrémistes.**
- d'autre part, la preuve est aussi faite que **le débat démocratique est beaucoup plus scrupuleux et riche au Royaume-Uni qu'il ne l'est en France sur la question centrale de la construction européenne.**

L'UPR invite instamment le gouvernement et les médias nationaux à prendre acte en conscience de cet état de fait et à s'inspirer du modèle britannique pour redonner vie à la démocratie en France.

L'UPR demande en conséquence que, comme au Royaume-Uni, des débats de fond aient enfin lieu en France entre responsables compétents et sérieux, aux heures de grande écoute, sur le maintien de notre appartenance à l'Union européenne.

L'UPR demande que ces débats ne soient pas, comme à leur habitude, bâclés, caricaturés, dénaturés et réservés en exclusivité au Front National. Nous rappelons à ce propos que le FN est un parti extrémiste et clanique, qui n'a pas plus le monopole de la critique de la construction européenne que le BNP (British National Party, d'extrême droite) ne l'a au Royaume-Uni, que le [FN](#) ne propose d'ailleurs ni la sortie unilatérale de l'UE, [ni celle de l'euro](#), ni celle de l'OTAN, et qu'il s'ingénie à salir ce débat décisif par des "[dérapages](#)" savants et des thématiques d'extrême-droite.